

Monsieur le Président, je remarque que vous me faites signe que mon temps de parole est écoulé. Je vais conclure, monsieur le Président, après la période des questions orales.

Le président suppléant (M. DeBlois): Bien sûr. La Présidence se fera un plaisir, si vous êtes présent à la Chambre, de vous redonner votre temps de parole.

Comme il est 13 h 15, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures, conformément à l'article 24(2) du Règlement.

(La séance est suspendue à 13 h 15.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA LIGUE NATIONALE DE HOCKEY

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Chaque année, les Canadiens d'un océan à l'autre attendent avec impatience le mois d'avril, mois où leurs équipes favorites commenceront à disputer les matchs éliminatoires de la Ligue nationale de hockey.

Pour de nombreux Canadiens, le hockey est plus qu'un simple jeu. Il fait partie de notre culture et de notre identité. Pour nous tous, c'est une source de fierté. Le hockey est notre sport national.

Mais le hockey, c'est aussi une entreprise. Hier soir, l'aspect commercial de ce sport a eu préséance sur les intérêts des amateurs de hockey. Les joueurs et les propriétaires n'ayant pas réussi à négocier une entente, une grève est venue interrompre la saison de hockey.

Les joueurs perdront peut-être de l'argent, tout comme les propriétaires. Mais les grands perdants resteront toutefois les très nombreux amateurs de hockey fidèles qui, chaque année, attendent avec impatience le début des matchs éliminatoires de la Coupe Stanley.

Par égard pour tous les Canadiens, joueurs et propriétaires ne doivent ménager aucun effort pour conclure une entente et permettre le retour des joueurs sur la patinoire.

* * *

L'HIPPODROME MOHAWK

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, une tragédie a frappé ma circonscription hier soir. Un incendie a détruit l'écurie n° 3 de l'hippodrome Mohawk.

Article 31 du Règlement

Ce matin, on a trouvé morts dans leurs stalles 79 des meilleurs chevaux de course du Canada. Seuls 11 chevaux standardbred ont pu être sauvés, grâce aux efforts d'un entraîneur héroïque dont l'identité n'est pas encore révélée et qui a essayé de maîtriser lui-même l'incendie avant de s'avouer vaincu.

Parmi les pertes, mentionnons Scooter's Boy, un poulain de trois ans qui, de l'avis de bon nombre, aurait pu devenir champion canadien.

Je tiens à exprimer ma consternation et ma sympathie à tous ceux qui ont élevé, entraîné et aimé ces bêtes. C'est une énorme perte pour cette industrie, la plus importante de ma circonscription. Évidemment, les pertes ne sont pas seulement économiques. Nous avons perdu 79 bêtes qui étaient d'une qualité, d'une beauté et d'un courage exceptionnels et qui manqueront à tous ceux qui les ont connues et encouragées.

* * *

L'INDUSTRIE DU BOIS D'OEUVRE

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, une délégation de cinq députés néo-démocrates vient tout juste de rentrer de Washington, D.C., où nous avons rencontré certains des principaux intervenants dans le différend sur le bois d'oeuvre.

Lors de nos discussions, il est devenu très clair que la politique qui sous-tend les mesures prises par les États-Unis est réellement axée sur le libre-échange des billes brutes. Les Américains veulent avoir accès aux ressources forestières du Canada et ils se servent des droits compensateurs pour arriver à leurs fins. Le groupe de pression aux États-Unis soutient que si le Canada autorisait les exportations de billes brutes, les droits compensateurs imposés par les Américains disparaîtraient.

Des porte-parole des sénateurs Packwood et Baucus des États-Unis nous ont dit sans ambages que les Américains convoitaient le marché canadien des billes brutes. Ceux-ci perçoivent l'industrie forestière canadienne comme une ressource à exploiter.

C'est une question de souveraineté. Si les Canadiens veulent pouvoir contrôler leur économie, il est essentiel qu'ils contrôlent leurs ressources. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent s'opposer fermement à l'action des Américains.

* * *

LA SPONGIEUSE

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, le fléau qui menace les industries de l'agriculture, des forêts et des expéditions dans l'ouest du pays constitue une grave préoccupation. Il ne faut pas laisser la spongieuse asiatique se propager. Il importe d'agir rapidement et d'une manière décisive.